

Un groupe de travail concernant l' « Ecole pour tous » s'est réuni lundi 13 mai. Les représentants du ministère reconnaissent que la question de l'Ecole inclusive systématique est sensible : « *On ne cherche pas à minimiser. On est d'accord qu'il y a des insatisfactions, des insuffisances.* » C'est un euphémisme ! La FNEC FP-FO a réuni des milliers de collègues lors de réunions syndicales. Le constat est le même partout. La politique d'inclusion systématique et forcée conduit à des situations catastrophiques ! Suite à la conférence nationale du 17 novembre 2023, plus de 5000 personnels ont participé à la manifestation nationale à Paris le 25 janvier 2024.

Un premier résultat : abandon de la fusion programmée des AESH et des AED

Le gouvernement avait annoncé vouloir fusionner deux fonctions totalement différentes (AED et AESH qui seraient devenus les ARE). Il prétendait ainsi lutter contre la précarité des personnels, en particulier AESH, pour effectuer en plus de leur fonction des fonctions d'AED. Cette annonce avait suscité la colère des personnels. Le gouvernement a décidé d'abandonner ce projet. La mobilisation des personnels, AESH en particulier, n'y est pas pour rien ! La FNEC FP-FO y a pris toute sa place ! Pour autant, les revendications des personnels AESH demeurent : un statut de fonctionnaire, un vrai salaire !

Maintien des orientations de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive

Pour le reste, le gouvernement veut avancer coûte que coûte vers l'acte 2 de l'Ecole inclusive. Des annonces devraient avoir lieu jeudi 16 mai prochain. Le gouvernement veut mettre en place les PAS qui aggravera la mutualisation impulsée par les PIAL et permettra à l'Education nationale de « reprendre la main » pour contourner les notifications de la MDPH. Le ministère définit sa nouvelle stratégie nationale d'ici 2027 : des créations de dispositifs de type DAR (dispositif d'auto régulation), intervention des professionnels à l'école, formation des enseignants...

Des dispositifs, des coachs... Mais des postes en nombres insuffisants, aucune place supplémentaire dans les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS). Bien au contraire puisque le décret d'externalisation des ESMS, bien que rejeté par FO, FSU, CGT, FCPE (UNSA et SUD se sont abstenus), doit être mis en œuvre.

Et pourtant, selon les propres chiffres du ministère...

- 23 000 élèves ne bénéficient pas de place dans les ESMS malgré une notification de la MDPH !
- Seulement 17 % des élèves en attente de place en ESMS sont scolarisés avec « l'appui » d'une ULIS : ce qui signifie que 83 % sont en classe ordinaire sans aucun soutien ou sont déscolarisés !
- 15 % d'élèves ne sont toujours pas accompagnés par une AESH (même mutualisée) malgré une notification de la MDPH !

Ça suffit ! La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir pour faire valoir les revendications :

- **Pour la défense de l'enseignement spécialisé et contre l'inclusion systématique et forcée ! Retrait de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive !**
- **Pour la création des places nécessaires dans les ESMS et l'abrogation du décret programmant leur externalisation !**
- **Pour l'abrogation des PIAL et l'abandon des PAS !**
- **Pour un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH !**